

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/406
26 juillet 2001

(01-3737)

SUISSE – PRÉFÉRENCES APPLICABLES À L'ALBANIE ET À LA BOSNIE-HERZÉGOVINE

Demande de dérogation

Décision du 18 juillet 2001¹

Le Conseil général,

Eu égard aux paragraphes 1 et 3 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'"Accord sur l'OMC"), aux Directives concernant l'examen des demandes de dérogation, adoptées le 1^{er} novembre 1956 (IBDD, S5/25), au Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, au paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC et aux Procédures de prise de décisions au titre des articles X et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93);

Exerçant les fonctions de la Conférence ministérielle dans l'intervalle entre les réunions de celle-ci, conformément au paragraphe 2 de l'article IV de l'Accord sur l'OMC;

Prenant acte de la demande présentée par la Suisse en vue d'obtenir une dérogation la relevant de ses obligations au titre du paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1994 dans la mesure nécessaire pour pouvoir accorder un régime d'admission en franchise de droits ou un traitement préférentiel aux produits remplissant les conditions requises originaires d'Albanie et de Bosnie-Herzégovine, sans être tenue d'accorder le même régime de franchise ou traitement préférentiel aux produits similaires d'un autre Membre;

Se référant à la note explicative présentée par la Suisse le 5 mars 2001²;

Prenant acte de la Décision de 1979 sur le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la participation plus complète des pays en développement, et de la Décision de 1994 sur les mesures en faveur des pays les moins avancés;

Considérant la situation exceptionnelle en Albanie et en Bosnie-Herzégovine, et les efforts déployés par les Membres pour préserver la paix et assurer la reconstruction économique en Europe du Sud-Est;

¹ Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

² G/C/W/257.

Considérant que le régime de franchise ou traitement préférentiel que la Suisse accorde aux produits de ces pays remplissant les conditions requises vise à promouvoir l'expansion et le redressement économiques selon des modalités compatibles avec les objectifs du GATT de 1994 et non à créer des obstacles au commerce d'autres Membres;

Notant que la Bosnie-Herzégovine n'a pas encore accédé à l'Accord sur l'OMC;

Notant que, compte tenu de ce qui précède, les circonstances exceptionnelles justifiant une dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1994 sont réunies;

Décide ce qui suit:

1. Sous réserve des conditions énoncées dans la présente Décision, il sera dérogé aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1994 jusqu'au 31 mars 2004 dans la mesure nécessaire pour permettre à la Suisse d'accorder un régime d'admission en franchise de droits ou un traitement préférentiel aux produits remplissant les conditions requises originaires d'Albanie et de Bosnie-Herzégovine, sans être tenue d'accorder le même régime de franchise ou traitement préférentiel aux produits similaires d'un autre Membre.

2. L'admission en franchise ou le traitement préférentiel ainsi accordés n'élèveront pas de nouveaux obstacles au commerce d'autres Membres. La Suisse engagera dans les moindres délais des consultations avec tout Membre qui lui en fera la demande au sujet du fonctionnement des concessions sous forme de préférences ou d'exemptions de droits visant les pays cités au paragraphe 1 de la présente Décision, ou de toute autre question se rapportant à ladite décision. Lorsqu'un Membre considérera que les avantages qu'il tient du GATT de 1994 sont ou risquent d'être indûment compromis du fait de mesures instaurées par la Suisse qui relèvent de la présente Décision, la Suisse examinera la possibilité d'arriver à un règlement satisfaisant de la question. La présente Décision est sans préjudice des droits des Membres qui sont énoncés dans le Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, en particulier au paragraphe 3.

3. La Suisse présentera chaque année au Conseil général un rapport sur les préférences et les exemptions de droits qu'elle accorde aux produits originaires des pays énumérés au paragraphe 1, en indiquant dans quelle mesure ces préférences et exemptions de droits diffèrent de ses concessions NPF et SGP, en vue de faciliter le réexamen annuel prévu au paragraphe 4 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC.

4. L'accession à l'OMC de la Bosnie-Herzégovine ne modifiera pas l'application de la présente Décision.
